

RAPPORT ANNUEL 2012-2013



Le 24 heures pour un Québec apprenant
30-31 mai 2013

CE RAPPORT ANNUEL EST RÉALISÉ PAR L'ÉQUIPE DE L'ICÉA.

Crédits photos :

Gaétan Cormier et Sylvain Majeau

Dépôt légal : quatrième trimestre 2013, Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

ISBN : 978-2-89108-035-4

La mission

L'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA) est un organisme démocratique de la société civile qui rassemble les forces vives de l'éducation et de la formation des adultes au Québec depuis plus de 65 ans.

L'ICÉA est solidement arrimé aux préoccupations de ses membres et partenaires pour qui Apprendre tout au long de la vie est une priorité de société et une clé pour le XXI^e siècle. Provenant de toutes les régions du Québec, des milieux communautaires, coopératifs, syndicaux ou des secteurs institutionnels et informels de l'éducation des adultes, ses membres sont parties prenantes de son action.

Sa mission consiste à valoriser, promouvoir et veiller à la mise en place des conditions essentielles à l'exercice du droit des adultes à l'éducation tout au long de la vie.

Cette mission se déploie en quatre sphères d'activité :

1. La recherche, la veille et l'analyse stratégique qui permettent de documenter l'évolution des phénomènes sociaux, d'alimenter la réflexion au sein de la société civile et de soutenir l'action des membres et des partenaires.
2. L'intervention dans le domaine public afin de sensibiliser les acteurs de la société civile, d'influencer les politiques publiques et de contribuer à la prise de décision gouvernementale.
3. La concertation des partenaires pour développer et renforcer des alliances stratégiques avec tous les acteurs de la société civile.
4. L'expérimentation et l'innovation qui permettent de produire des outils, des projets et des campagnes propres à soutenir l'action en éducation, à favoriser l'accessibilité et la participation des adultes à des activités de formation.

Comprendre, influencer, agir! Voilà ce qui résume bien la mission de l'ICÉA et sa philosophie d'intervention.

Table des matières	
LE MOT DE LA PRÉSIDENTE	1
LE MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ICÉA	1
LES FAITS SAILLANTS DE 2012-2013	2
LE RAPPORT D'ACTIVITÉ 2012-2013	3
LE CALENDRIER DES ACTIVITÉS 2012-2013	14
L'ORGANISATION	15
LE RAPPORT DES VÉRIFICATEURS	19
UN GRAND MERCI À NOS PARTENAIRES FINANCIERS	22

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE



Au nom du conseil d'administration et de toute l'équipe de travail, c'est avec une grande fierté que nous vous présentons le bilan des activités de la 67^e année d'existence de l'ICÉA. Lorsque nous nous sommes engagés au cours de l'année dans la démarche pour un Québec apprenant, nous avons, d'entrée de jeu, voulu initier une démarche ouverte, qui s'appuie sur les attentes des réseaux. Les résultats sont au-delà de nos objectifs. Nous avons réussi à mobiliser au-delà des collaborations habituelles de l'Institut. En plus des 70 commentaires obtenus sur le site Web en provenance de tous les réseaux, ce sont 250 personnes provenant d'une centaine d'organisations qui ont participé à la démarche.

La démarche du 24 heures pour un Québec apprenant offre au mouvement et à l'Institut des pistes de travail qui peuvent favoriser une reconnaissance plus grande du droit à l'apprentissage des adultes. C'est dans la perspective de poursuivre ce travail que nous allons envisager la prochaine année.

Je veux remercier chaleureusement les membres du conseil d'administration, notre équipe de travail, les membres des comités du conseil, en particulier celles et ceux du comité sur les politiques en éducation des adultes qui ont joué un rôle de premier plan dans la démarche pour le 24 heures. Je veux aussi remercier nos partenaires de projet, nos partenaires financiers ainsi que tous nos membres pour leur engagement envers l'ICÉA, Nous allons nous appuyer sur cette énergie déployée au cours de la dernière année pour entreprendre la prochaine.

Léa Cousineau

Mot du directeur général



Au cours de la dernière année, nous avons réussi à relever, croyons-nous, le défi de créer des conditions plus favorables au développement d'une culture de formation tout au long de la vie au Québec. Nous sommes collectivement plus forts de cette avancée, mais les exigences et les attentes sont aussi plus importantes. Pour y faire face, nous proposons d'entreprendre la nouvelle année à l'enseigne de l'engagement à partir des conclusions du rendez-vous de mai dernier.

L'ICÉA prend l'engagement de faire les suivis nécessaires et de centrer son travail dans le développement des actions identifiées l'an dernier. C'est d'emblée dans le champ social et politique qu'il doit se développer, et nous tenterons de saisir toutes les occasions que la conjoncture nous offre pour ce faire.

Toutefois, comme toute la tradition d'éducation sociale et populaire nous l'enseigne, il s'agit véritablement d'un projet qui ne peut vivre indépendamment de l'engagement des mouvements et des organisations qui sont en première ligne des différents champs d'intervention en éducation et en formation des adultes. C'est sous cet angle que nous nous proposons de définir notre action pour la prochaine année. Nous souhaitons compter sur la collaboration et l'engagement des membres et partenaires pour entreprendre le développement de ce chantier si important pour l'avenir du Québec.

En terminant, je veux m'associer à la présidente du conseil d'administration, Léa Cousineau, pour remercier les membres du conseil d'administration, l'équipe de travail et les partenaires sociaux et gouvernementaux pour leur appui renouvelé au travail de l'ICÉA.

Ronald Cameron

1. Les faits saillants 2012-2013

Nos réalisations

- ❖ Tenue de la démarche et de l'événement 24 heures pour un Québec apprenant : 250 personnes et 100 organisations ont participé à l'événement du monde de l'éducation et de la formation des adultes
- ❖ Participation au cahier spécial du journal *Le Devoir* du 30 mai 2013 sur « 24 heures pour un Québec apprenant »
- ❖ Production d'une série de dix émissions sur les ondes de CIBL
- ❖ Participation de l'ICÉA à la journée de réflexion Commission de l'éducation des adultes et de la formation continue du Conseil supérieur de l'éducation sur la littératie
- ❖ Participation à l'assemblée générale de la Commission canadienne de l'UNESCO
- ❖ Publication dans *Le Devoir* d'une lettre ouverte sur la situation de l'éducation populaire à Montréal, le 12 avril 2013
- ❖ Réalisation de la 11^e Semaine québécoise des adultes en formation
- ❖ Complétion de la tournée dans les PME sur le développement d'une culture de formation
- ❖ Participation à la recherche ICÉA-Université de Montréal sur les obstacles à la formation dans les PME
- ❖ Publication du nouveau référentiel de Nos compétences fortes
- ❖ Mise en place de nouvelles infrastructures de communication (nouveau site Web, médias sociaux)
- ❖ Consolidation financière et mise en place des tableaux de bord
- ❖ Signature d'une nouvelle convention collective 2012-2015

Sur la scène internationale

- ❖ Participation au Séminaire stratégique du Conseil international d'éducation des adultes
- ❖ Participation à la publication d'un numéro spécial sur l'Amérique du Nord de la revue du Conseil international



2. Le rapport d'activité 2012-2013

Le plan d'action 2012-2013, adopté à l'assemblée générale annuelle de l'ICÉA, le 24 octobre 2012, était particulièrement ambitieux. Mais nous pouvons dire que nous avons relevé les défis que nous nous étions fixés, et nous en sommes particulièrement fiers.

Nous pourrions voir dans les pages qui suivent les quatre volets du plan d'action 2012-2013 et les réalisations qui y sont rattachés :

Volet 1

Relancer la mobilisation des membres et des partenaires pour faire de l'éducation et de la formation des adultes une priorité au Québec

Volet 2

Accroître le rayonnement de l'ICÉA auprès des instances politiques, de nos membres et partenaires et du public en général

Volet 3

Poursuivre le travail de recherche et de vulgarisation pour le droit à l'éducation tout au long de la vie dans une perspective de renforcement de notre expertise

Volet 4

Priorités organisationnelles : financement ainsi que polyvalence et expertise de l'équipe de travail

Volet 1

Relancer la mobilisation des membres et des partenaires pour faire de l'éducation et de la formation des adultes une priorité au Québec

Rendez-vous pour un Québec apprenant

L'année 2012-2013 a été principalement marquée par la démarche pour Un Québec apprenant, démarche qui s'est conclue à Montréal les 30 et 31 mai 2013 par le rendez-vous du 24 heures pour un Québec apprenant. Élément majeur du plan d'action annuel de l'ICÉA, cette démarche s'inscrivait dans une volonté de mobilisation à long terme de l'Institut. L'organisation du 24 heures ainsi que le processus de consultation qui l'a précédé ont déjà permis de renforcer les liens avec les membres et partenaires des différents réseaux en éducation et en formation des adultes.

Le comité des politiques en éducation des adultes de l'ICÉA (PÉA) a joué un rôle majeur pour déterminer les grandes lignes de la démarche. Rappelons que cette démarche comprenait une consultation et un évènement visant à :

- faire connaître les expériences et les pratiques des réseaux d'éducation et de formation des adultes, et les défis qu'ils veulent relever ;
- identifier des orientations; et pour chacune d'elles, identifier une action concrète pour aller plus loin;
- développer des collaborations et faire participer les réseaux, même ceux parmi les plus éloignés de l'ICÉA.

La consultation en ligne et la transmission de mémoires

La démarche s'est appuyée sur une consultation qui a pris plusieurs formes : recensement de documents produits par les réseaux, consultation lors de l'assemblée générale de l'ICÉA, rencontres sectorielles d'échanges sur la préoccupation des organisations, consultation en ligne, appel à des mémoires.

En plus d'une demi-douzaine de rencontres, notamment avec le milieu communautaire, le milieu syndical et le milieu scolaire, ainsi que la tenue de quatre ateliers lors de l'assemblée générale du 24 octobre 2012, la consultation en ligne a offert une tribune à 69 organismes et individus, et l'événement a obtenu 252 inscriptions, provenant de 102 organisations. Entre le 18 mars et le 28 mai 2013, 69 contributions ont été enregistrées sur le site Web de l'ICÉA. Nous avons également reçu des mémoires de 15 organisations qui répondaient directement ou indirectement aux questions des axes de la consultation.

Parmi les contributions en ligne, 62 % d'entre elles, soit 42, provenaient de personnes représentant des organisations de divers milieux de l'éducation des adultes. Les 26 autres provenaient de personnes liées à des milieux de l'éducation des adultes qui ont choisi de s'identifier comme « individu ».

Il est intéressant de noter que 52 % des contributions en ligne provenaient des régions du Québec, contre 21 % de la grande région métropolitaine et 27 % d'organismes nationaux. Enfin, 70 % de ces contributions ont été faites par des femmes, contre 30 % par des hommes.

L'activité 24 heures pour un Québec apprenant

En ce qui concerne l'événement lui-même, 252 personnes étaient inscrites en date du 30 mai. Une dizaine de personnes se sont ajoutées au cours de l'événement.

Le 24 heures a débuté le jeudi 30 mai par une soirée d'animation, assurée par le groupe TACCOM, en vue de définir les orientations devant être discutées au cours de la deuxième série d'ateliers du lendemain. L'objectif poursuivi était de mettre en place un espace participatif dès le début de la rencontre et de favoriser la diversité des opinions.

Les ateliers se sont tenus le vendredi 31 mai en matinée. Dix orientations générales ont guidé la première série d'ateliers. Le comité sur les politiques en éducation des adultes (PÉA) de l'ICÉA avait retenu des orientations clés, caractéristiques des problématiques générales en éducation et en formation des adultes. Ainsi, les ateliers ont notamment porté sur l'accessibilité, le partenariat entre les réseaux, le rôle de l'État, le financement, la reconnaissance des milieux, des personnes, des acquis et des compétences, l'accompagnement et les pratiques de formation. La deuxième série d'ateliers s'est appuyée sur les préoccupations des milieux et des secteurs de la formation des adultes tels la recherche, l'alphabétisation et la formation de base, la francisation, la formation en milieu de travail, la formation à distance et l'utilisation des TIC, la formation générale des adultes, l'éducation populaire, l'enseignement postsecondaire, l'éducation informelle et l'éducation politique et citoyenne.

La rencontre s'est achevée le vendredi après-midi lors d'une plénière où l'on a dévoilé les 20 pistes d'action définies dans les ateliers. En plénière, les participantes et participants ont eu la possibilité de commenter les actions prioritaires à mettre en œuvre.

Cette plénière était suivie de trois réflexions sur la dynamique globale du droit d'apprendre pour les adultes au Québec. On a pu entendre M^{me} Claudie Solar, présidente du Comité PÉA et professeure en éducation à l'Université de Montréal, M. Pierre Doray, professeur de sociologie à l'UQAM, directeur du Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST) et président de la Commission de l'éducation des adultes et de la formation continue du Conseil supérieur de l'éducation (CSE) ainsi que M. Claude Lessard, président du CSE. Ce dernier a notamment mentionné le caractère intolérable de la réalité des capacités en littératie des adultes au Québec, alors que près de 50 % ont des difficultés en lecture et en écriture.

L'ICÉA produira les actes de ce 24 heures pour un Québec apprenant. Il s'est engagé à donner suite aux résultats des échanges et des discussions.

Rayonnement de la Semaine québécoise des adultes en formation

La Semaine québécoise des adultes en formation (SQAF), qui s'est déroulée du 6 au 14 avril 2013, a constitué un point culminant des activités d'animation et de promotion en vue de sensibiliser la population québécoise sur l'intérêt de la formation et de l'apprentissage aux adultes.

Outre l'influence des grands médias qui ont permis de joindre des millions de Québécoises et de Québécois, l'ICÉA et ses partenaires ont fait une campagne de promotion qui a atteint des centaines de milliers de personnes. Le cahier spécial a été diffusé à plus de 400 000 exemplaires, 50 000 internautes ont été joints par les médias sociaux de la SQAF, les tables régionales de coordination ont atteint plus de 500 000 personnes avec les moyens de communication qu'elles ont déployés dans leur région. De plus, ce sont plus de 75 000 personnes qui ont été associées à une activité d'animation et de reconnaissance d'une région ou de l'ICÉA. Les activités entourant la Grande Lecture et la publicité télévisuelle sont aussi parmi les réussites de la SQAF 2013. Les contributions financières autonomes de partenaires nationaux et régionaux a atteint un sommet de près de 200 000 \$.

À la suite d'une rencontre avec le comité interministériel en septembre 2012, des ajustements ont été apportés de manière à faire ressortir deux dimensions parmi les orientations stratégiques : le renforcement de la mobilisation des partenaires nationaux et la mise en place d'une activité permettant la valorisation de la formation en milieu de travail. Au bilan, nous croyons avoir rencontré ces préoccupations du comité interministériel. Non seulement, l'implication de partenaires nationaux a progressé, mais aussi un plus grand nombre d'activités permettant la valorisation de la formation en milieu du travail se sont tenues dans la majorité des régions.

Nous considérons que la SQAF 2013 a constitué une étape clé dans l'accroissement de la mobilisation et de l'appui des partenaires, ainsi que dans son rayonnement. Ces résultats sont attribuables à la collaboration entre l'ICÉA et de ses partenaires nationaux, régionaux et locaux qui organisent, partout au Québec, des activités et qui consacrent un réel dévouement à la cause de la formation des adultes.

Nous croyons, à l'instar de ces partenaires, que la SQAF a toujours sa raison d'être. Nous avons tenté d'insuffler, avec la 11^e Semaine, un nouveau souffle basé sur l'engagement et la collaboration des partenaires. Nous croyons que ce mouvement est bien amorcé et contribuera au développement d'un rayonnement accru pour la valorisation de l'apprentissage tout au long de la vie. De ce point de vue, la contribution gouvernementale à la SQAF demeure cruciale, comme levier stratégique pour entraîner les partenaires dans la campagne.



Réalisation d'une série radiophonique en collaboration avec CIBL

Une série de dix émissions radiophoniques, sous le thème Vers un Québec apprenant, a été réalisée, en collaboration avec CIBL, entre le 12 septembre 2012 et le 12 juin 2013 et ce, tous les deuxièmes mercredi du mois. Elle visait à promouvoir la démarche et l'événement pour un Québec apprenant, tout en ayant pour objectif de faire connaître l'ICÉA et de sensibiliser l'auditoire de la radio communautaire de Montréal à l'importance de l'éducation et de la formation des adultes.

La série a contribué à faire connaître plus largement auprès de la population, les expériences et les pratiques des réseaux et à développer des collaborations avec des membres et des partenaires, y compris avec ceux avec qui nous avons peu de relations. Selon les informations que nous avons obtenues de la chaîne de radio, le public compte entre 25 000 et 35 000 auditrices et auditeurs pour ce genre d'émission. Par ailleurs, cette série a également contribué à relever les défis poursuivis par la démarche, entre autres, ceux de mobiliser et de faire écho aux préoccupations liées à l'éducation des adultes.

Les sujets traités ont été très variés. Nous présentons, dans le tableau ci-dessous, la liste des thèmes des dix émissions diffusées durant l'année. Un exposé sommaire de chaque émission est disponible sur le site Web de l'ICÉA ainsi qu'un fichier audio, sur le site de CIBL.

Tableau : Liste des thèmes des dix émissions produites avec CIBL

Date de la diffusion	Sujet de l'émission
12 septembre	Faire plus pour l'alphabétisation
10 octobre	Éducation des adultes et formation continue: les défis du nouveau gouvernement
14 novembre	Formation professionnelle et apprentissage en milieu de travail
12 décembre	L'éducation populaire et syndicale dans une perspective de changement social
9 janvier	La reconnaissance des acquis – un levier pour l'accessibilité des adultes à la formation
13 février	L'éducation tout au long de la vie et l'inclusion sociale
13 mars	Une émission sur les thèmes de la Semaine québécoise des adultes en formation
10 avril	Une émission radiophonique pour découvrir les activités de la Semaine québécoise des adultes en formation à Laval, en Montérégie et à Montréal
8 mai	Définir les grandes orientations pour un Québec apprenant !
12 juin	Reportage sur l'événement 24 heures pour un Québec apprenant.



Volet 2

Accroître le rayonnement de l'ICÉA auprès des instances politiques, de nos membres et de nos partenaires

L'accroissement du rayonnement de l'ICÉA a évidemment bénéficié du succès de la démarche du 24 heures pour un Québec apprenant, du renforcement de la présence de l'Institut sur Internet ainsi que de la diffusion de la série radiophonique. Parallèlement à la poursuite de ces activités, l'ICÉA a mené différentes interventions et a participé à plusieurs instances, assurant et consolidant sa présence auprès des membres et des instances politiques gouvernementales et institutionnelles sur le plan québécois, canadien et international.

Sur la scène québécoise

L'ICÉA participe aux instances de différents groupes et organismes liés à l'éducation et à la formation des adultes dont le Centre de documentation en éducation des adultes et en condition féminine (CDEACF), le Service aux collectivités de l'UQAM, la Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre (COCDMO), Communautaire, le Conseil régional en environnement (CRE) de Montréal, le Centre Saint-Pierre, l'Institut de recherche pédagogique en enseignement (IRPE) de l'Université de Sherbrooke et la Corporation de développement économique communautaire (CDEC) Centre-Sud / Plateau Mont-Royal.

Nous avons également poursuivi notre implication auprès de la Conférence régionale des élus de Montréal (CRÉ). Ainsi, nous avons participé à la dernière rencontre du comité de la CRÉ « Montréal, ville apprenante de savoir et d'innovation » sur le projet de la Maison des métiers. Par la suite, l'ICÉA a été invité à se joindre au Cercle d'exploration et de codesign portant sur une démarche d'innovation ouverte dans le domaine de l'apprentissage à l'ère du numérique. Les 22 personnes participantes ont identifié 120 projets à partir desquels des priorités seront définies et annoncées à la rentrée en vue de leur implantation.

La CRÉ de Montréal a procédé à des modifications structurelles importantes, dont la mise en place d'une assemblée générale et, conséquemment, d'un statut de membre par adhésion. L'ICÉA est non seulement devenu membre de la CRÉ de Montréal, mais sa représentante, M^{me} Nicole Boily, trésorière de l'ICÉA, a été élue au conseil d'administration. Nous avons également participé le 22 février 2013, à une assemblée « spéciale » des membres portant sur la part de la région de Montréal dans les budgets du gouvernement du Québec.

Au chapitre des autres contributions de l'ICÉA auprès d'organismes de l'État québécois, on doit mentionner la participation au Sommet sur l'enseignement supérieur du gouvernement du Québec, ainsi qu'à la Journée de réflexion du Conseil supérieur de l'éducation (CSE) sur la littératie.

Le jeudi 22 novembre 2012, la Commission de l'éducation des adultes et de la formation continue du CSE tenait une journée de réflexion sur les conditions et les voies d'action permettant d'agir sur le rehaussement et le maintien des compétences des adultes ayant un niveau insuffisant de littératie. L'ICÉA a répondu à l'appel et y a fait valoir, de concert avec les autres organisations invitées, l'intérêt d'adopter une vision large des enjeux et des défis pour réussir à relever les niveaux de littératie.

De plus, à l'aide du site Web et en comptant sur la disponibilité de l'équipe de travail, nous avons participé et soutenu différentes initiatives prises par les réseaux. On doit mentionner l'écho que nous avons fait à la conférence de presse du groupe InterCEP concernant la situation des centres d'éducation populaire à Montréal. Non seulement nous avons participé à la campagne d'appui par une lettre à la M^{me} Malavoy, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, mais nous y avons fait écho sur notre site Web et dans les médias sociaux et pris position au conseil d'administration en appui à InterCEP. Enfin, le directeur général a cosigné une lettre avec Paul Bélanger dans *Le Devoir* à ce propos.

Sur les scènes canadienne et internationale

Du côté de la Commission canadienne de l'UNESCO (CCU), nous avons participé à la consultation de mi-mandat sur le suivi de CONFINTÉA et à l'Assemblée générale annuelle, de même qu'à la Commission Éducation; notre participation à cette dernière nous a permis une coordination avec le reste du Canada sur la Semaine des apprenants adultes.

Par ailleurs, l'année 2015 est une année critique pour les politiques internationales en éducation, alors que deux importants processus viendront à terme, soit « les Objectifs du millénaire pour le développement » et « l'Éducation pour tous ». Pour définir les politiques de l'après 2015, l'ONU mène une vaste consultation. C'est l'Agence canadienne de développement international (ACDI) qui, au nom du Canada, a le mandat, avec l'Allemagne et le Sénégal, de mener les consultations pour l'ONU sur les enjeux en éducation. C'est dans ce cadre que l'ACDI a invité des organismes de la société civile canadienne à lui faire part de leur analyse de la conjoncture internationale en éducation et lui communiquer des propositions que le Canada devrait porter.

L'ICÉA a été du nombre des organismes qui ont répondu à l'appel de l'ACDI, lors de la rencontre du 21 février 2013 qui a réuni différents organismes œuvrant en éducation formelle et informelle, dont plusieurs en coopération internationale. Des représentants de la Commission canadienne de l'UNESCO et du Conseil des ministres de l'Éducation au Canada (CMEC) y participaient également. L'ACDI a souhaité entendre les personnes représentant la société civile sur leur lecture des enjeux en éducation et les priorités que devrait exprimer le Canada.

Renforcer le positionnement de l'ICÉA auprès des instances gouvernementales

Au cours du mandat 2012-2013, l'ICÉA a rencontré M^{me} Marie Malavoy, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS). Elle était accompagnée de M. Mathias Boulianne, attaché politique. Cette rencontre a eu lieu le vendredi 5 avril dernier. La délégation de l'ICÉA était composée de la présidente, M^{me} Léa Cousineau et du directeur général, M. Ronald Cameron. Cette rencontre a permis de présenter l'importance de la Semaine québécoise des adultes en formation et la démarche du 24 heures pour un Québec apprenant. Nous avons également discuté de la question des relations avec le gouvernement et le ministère en insistant sur la reconnaissance du statut de l'ICÉA comme interlocuteur de la société civile.

D'autres rencontres ont également eu lieu, notamment avec l'attaché politique du cabinet. Mentionnons une rencontre entre le directeur général et M. Alain Veilleux, sous-ministre adjoint, au cours de laquelle a été abordé, notamment, un des faits marquants de la dernière période, soit celui du retard dans le versement des subventions. M. Veilleux nous a exposé le caractère exceptionnel de la conjoncture pour expliquer ces retards.

De plus, une rencontre du directeur général avec M^{mes} Julie Létourneau et Andrée Racine de la Direction de l'éducation des adultes et de l'action communautaire, avait pour but de présenter l'état des travaux entourant la démarche du 24 heures.

Une autre rencontre s'en est suivie, soit celle avec une quinzaine de professionnels responsables du dossier de la reconnaissance des acquis et des compétences aux ministères de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) et de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS). En effet, dans le cadre des programmes de la Commission permanente de coopération franco-québécoise et d'un échange entre l'ICÉA et le Centre interinstitutionnel de bilan des compétences (CIBC) Gard-Lozère-Hérault, dans le Languedoc-Roussillon, en France, M^{mes} Martine Jauvert et Galy Irène Bianzina, respectivement directrice et directrice adjointe, ont présenté les actions du CIBC en développement professionnel tout au long de la vie, et exposé les droits dont disposent les personnes salariées pour faire valoir leurs acquis (valorisation des acquis et de l'expérience – VAE) et développer leurs compétences (bilan des compétences – BDC).

L'objectif poursuivi par l'ICÉA dans toutes ces rencontres visait à accroître les communications et à renforcer la qualité des relations avec les instances gouvernementales. Des échanges transparents, croyons-nous, ont eu lieu et ont permis de faire valoir le rôle de carrefour de l'ICÉA en éducation et en formation des adultes. Nous considérons qu'ils doivent se poursuivre pour permettre à l'ICÉA de jouer pleinement son rôle auprès du gouvernement.

Engager la préparation de la 9^e Assemblée mondiale du Conseil international pour l'éducation des adultes (ICAE)

L'ICÉA a participé à la séance régulière du comité exécutif du Conseil international d'éducation des adultes (CIÉA) des 30 et 31 octobre 2012, tenue à Marrakech, au Maroc. Lors de cette séance, il a été confirmé que la prochaine assemblée mondiale se tiendra à Montréal, en 2015. Les dates prévues pour le moment sont celles du 10 au 14 juin 2015. La réunion a été précédée d'un séminaire de réflexion stratégique qui s'est tenu du 27 au 29 octobre et qui visait à préciser l'orientation du CIÉA concernant le processus initié par l'ONU sur les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

Ce séminaire réunissait des représentantes et des représentants d'organisations de différentes régions du monde : du Maroc, du Burkina Faso et d'Afrique du Sud (région de l'Afrique); du Brésil, du Pérou et de l'Uruguay (région de l'Amérique du Sud); de l'Inde (région de l'Asie); d'Allemagne, de Norvège, du Royaume-Uni et de Suisse (région de l'Europe); ainsi que des Caraïbes, de l'Australie et de la Palestine. Le directeur général de l'ICÉA y était invité comme personne-ressource. Un rapport de ce séminaire et de la rencontre du comité exécutif a été remis à la ministre, M^{me} Malavoy, ainsi qu'à M. Jean-François Lizée, ministre des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur, qui a soutenu la participation de l'ICÉA.

De plus, précédant ce séminaire, l'ICÉA, en association avec le CIÉA, a participé aux travaux du Groupe de travail éducation, lors de la conférence de l'ONU sur le développement durable qui s'est tenue du 20 au 22 juin 2012, à Rio de Janeiro. On retrouve au sein de ce groupe de travail, considéré comme un interlocuteur de la société civile à l'occasion de la conférence, outre le CIÉA, les organisations suivantes : le Forum mondial de l'éducation (FME), la Campagne latino-américaine pour le droit à l'éducation (CLADE), le Conseil latino-américain d'éducation des adultes (CEAAL), le Parcours sur l'éducation environnementale pour des sociétés durables et une responsabilité globale, la Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO), l'Internationale de l'éducation (IÉ) et le Réseau d'éducation populaire des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes (REPEM).

L'ICÉA était également présent au Forum social mondial 2013 tenu à Tunis, du 26 au 30 mars dernier. M. Paul Bélanger, professeur à l'Université du Québec à Montréal et membre de l'ICÉA, participait au nom de l'Institut et du CIÉA à un panel initié par le Groupe de travail éducation. Cette présence de l'ICÉA s'ajoutait aux nombreuses délégations initiées par différentes organisations de la société civile québécoise, dont plusieurs sont membres de l'ICÉA, comme la FTQ, la FNEEQ et la CSN, notamment.

Au Canada, les activités préparatoires à l'assemblée mondiale ont été plus modestes. D'abord, mentionnons que, pour l'instant, nous n'avons informé du projet que la Commission canadienne de l'UNESCO. Du côté de l'Association canadienne pour l'étude de l'éducation des adultes (ACÉÉA), l'ICÉA a participé à son assemblée générale annuelle à Victoria. L'intention exprimée par l'assemblée de tenir son assise annuelle, à Montréal, en juin 2015, n'est pas encore confirmée. Enfin, seul le Réseau pour le développement de l'alphabétisation et des compétences (RESDAC) a pris une décision concrète et a accepté de tenir ses prochaines assises à Montréal, en 2015.

Par ailleurs, nous maintenons le cap sur notre volonté de tenir une rencontre nord-américaine. Des discussions se sont tenues à ce sujet, mais pour le moment, aucune rencontre n'a eu lieu et le travail reste à faire.

Accentuer notre expertise concernant les étudiantes et les étudiants adultes

L'ICÉA a également répondu à l'appel du gouvernement du Québec à participer au débat entourant le Sommet sur l'enseignement supérieur, dont le maître d'œuvre était le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (MESRST). L'Institut a non seulement fait parvenir un mémoire au cours de la démarche préparatoire, mais il s'est impliqué dans un groupe de travail conjoint avec l'Association canadienne d'éducation des adultes des universités de langue française (ACDEAULF), pour préparer un document qui reflétait l'état des réflexions des différentes composantes du monde de l'éducation des adultes dans les universités.

L'ICÉA soutient que la mission des universités doit répondre au droit à l'éducation pour les adultes. Il a voulu ainsi faire le point sur la place des adultes en enseignement universitaire, et les travaux ont porté particulièrement sur la condition

étudiante des adultes à l'université. La contribution de la Fédération des associations étudiantes universitaires québécoises en éducation permanente et de ses affiliés fut centrale dans ce chantier. Le mémoire conjoint signé par l'ACDEAULF et l'ICÉA et appuyé par l'ensemble des organisations étudiantes, enseignantes et institutionnelles membres de ces deux instances, proposait d'engager des travaux sur l'accessibilité, l'offre de formation, la persévérance scolaire, notamment en lien avec la conciliation travail-famille-études, le parcours étudiant souvent atypique des adultes et le financement de l'éducation des adultes.

Améliorer nos outils de communication, les activités d'information et la visibilité de l'ICÉA



La mise en ligne d'un nouveau site Web pour l'Institut, le lancement d'une page institutionnelle sur Facebook et la mise en place d'un fil d'information sur Twitter sont les trois principaux mécanismes à partir desquels nous avons accru et renforcé la présence de l'ICÉA sur Internet et dans les médias sociaux.

D'abord, la mise en ligne du site Web s'est effectuée dès le 24 octobre 2012, lors de l'assemblée générale annuelle. En sept mois environ, nous avons publié une cinquantaine d'articles, plus une dizaine supplémentaire dans l'espace de 24 heures pour un Québec apprenant.

La production d'un bulletin électronique, à partir des publications du site Web, a été expérimentée, mais a éprouvé différentes difficultés intrinsèques au modèle (rejet pour pourriel, retour massif dû aux limites de transmission, précision des données de transmission). Nous avons donc concentré la production des bulletins électroniques sur la démarche du 24 heures. Quelques bulletins ont été transmis à environ 2 000 personnes abonnées pour lancer et soutenir la consultation, pour faire écho aux autres articles du site Web, pour promouvoir l'inscription et la tenue du 24 heures. La prochaine période devrait nous permettre de consolider la liste de nos abonnés et stabiliser la périodicité du bulletin à partir des informations mises en ligne.

La page Facebook fut mise en ligne en mars 2012. Une confusion dans l'organisation de la plateforme nous a amenés à mettre en place une page personnelle. Nous avons corrigé la situation, et c'est en novembre, après l'assemblée générale, que nous avons véritablement travaillé à faire rayonner l'Institut par ce véhicule. C'est d'ailleurs à compter de ce moment que le nombre d'abonnés à la page s'est développé. Entre décembre 2012 et mai 2013, le nombre d'abonnés (ceux et celles qui cliquent « J'aime ») s'est accru pour se situer à plus de 370 aujourd'hui, soit six fois plus que le nombre de membres individuels.

La publicité sur Facebook est maintenant utilisée de manière étendue. Nous avons choisi d'y investir un budget très modeste, lequel a permis particulièrement de faire connaître la démarche concernant le 24 heures pour un Québec apprenant. À deux reprises, nous avons fait la promotion d'une publication particulière. En mars, en parallèle avec la promotion de la SQAF, nous avons fait écho à la consultation en cours sur le site Web. Puis, en mai, nous avons fait la promotion de l'événement un peu avant sa tenue.

Concernant le fil de nouvelles Twitter, nous avons amorcé la production d'informations à partir de novembre 2012. Toutefois, nous avons commencé réellement à l'utiliser à l'occasion du Sommet sur les universités de février, en faisant écho à la SQAF et en prévision de l'événement du 24 heures. Au total, 125 nouvelles ont été mises en ligne. Nous nous sommes abonnés à 150 fils de nouvelles et nous avons actuellement une centaine d'abonnés.

Volet 3

Poursuivre le travail de recherche et de vulgarisation pour le droit à l'éducation tout au long de la vie dans une perspective de renforcement de notre expertise

Compte tenu des divers objectifs liés à son travail de recherche et de vulgarisation pour le droit à l'éducation tout au long de la vie et des ressources mises à sa disposition, l'ICÉA s'était fixé deux objectifs spécifiques pour 2012-2013 : accroître son expertise en formation en milieu de travail et améliorer son expertise concernant les compétences génériques.

Le milieu de travail

L'ICÉA a complété une tournée auprès des chambres de commerce régionales affiliées à la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ). Un bilan a été remis à la FCCQ et à la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT). Il est disponible sur le site Web de l'Institut.



L'ICÉA a aussi achevé l'étude entreprise avec l'Université de Montréal sur les obstacles à la formation dans les petites et moyennes entreprises. Ces activités bénéficiaient d'un soutien financier de la CPMT. Parmi les suivis à faire, deux activités étaient prévues, une à Montréal et l'autre à Québec, pour présenter les résultats de l'étude auprès de PME. Compte tenu du report des échéances de la recherche, les activités ont maintenant été planifiées pour l'automne 2013.

Toutefois, l'ICÉA a travaillé à concevoir des outils et à les adapter dans la perspective de soutenir une culture de formation dans les PME. Ce travail indépendant de l'ICÉA s'est traduit par la conclusion d'une entente avec Meubles Concordia afin d'intervenir auprès du personnel de cette entreprise de la région de Montréal.

Enfin, mentionnons que l'ICÉA s'est intéressé à l'actualité politique concernant la formation en milieu de travail et a produit un commentaire sur le budget fédéral concernant cet aspect.

Nos compétences fortes

L'ICÉA a rendu public, le jeudi 6 décembre 2012, le référentiel de compétences génériques, complété à l'automne 2012. Intitulé Identifier des compétences génériques, pour favoriser l'autonomie des adultes, la publication peut être téléchargée sans frais à partir du site Web de l'Institut. À ce jour, environ 250 téléchargements distincts ont été réalisés, la plupart provenant du Québec, un certain nombre des autres provinces canadiennes et quelques-uns de la France.

Le référentiel de 22 compétences génériques a été conçu pour être utilisé avec la nouvelle édition de Nos compétences fortes. Il constitue l'un des rares outils de référence disponibles pour les personnes ou les organismes qui souhaitent identifier une ou plusieurs compétences génériques.

Les travaux se sont poursuivis tout au long de l'année pour parfaire cet outil et la plupart des étapes préparatoires à sa production ont été achevées. En plus d'avoir complété la rédaction du manuel et la conception des instruments pédagogiques, l'ICÉA a soumis le contenu à une révision scientifique auprès d'au moins trois personnes ressources, une révision pédagogique et une révision linguistique. De même, plusieurs expérimentations menées au Québec et au Nouveau-Brunswick ont permis de vérifier la solidité du nouveau plan d'animation des ateliers NCF.

Finalement, nous avons soutenu le développement d'une activité de promotion d'une durée d'une heure et demie en vue d'une éventuelle tournée. Un exercice de validation de la présentation a également été réalisé avec l'appui de toute l'équipe de l'ICÉA. Enfin, des ententes ont été prises avec un réseau pour en faire la présentation.

Bref, tout est en place pour lancer la nouvelle mallette. Deux obstacles demeurent toutefois à surmonter : la disponibilité des ressources pour la production physique de l'outil. Nos compétences fortes et la constitution d'une banque de personnes ressources capables de réaliser l'animation et la formation de formateurs et formatrices. Malheureusement, les démarches faites pour trouver une commandite pour la production physique n'ont portés les fruits escomptés. À ce jour, l'Institut a récolté un peu plus de 5 000 \$ en promesses de contributions dédiées à la production de la nouvelle édition de NCF.

Nous avons convenu de modalités de production plus modestes tant pour la quantité que pour la conception de la mallette. Par ailleurs, nous avons commencé à contacter certaines personnes de réseaux clés afin d'amorcer une tournée en toute confiance et pouvoir constituer des ponts d'ancrage pour effectuer une première session de formation de formateurs et formatrices. C'est ainsi que nous comptons réaliser la poursuite de ce dossier.

Volet 4

Priorités organisationnelles : financement ainsi que polyvalence et expertise de l'équipe de travail

Les résultats financiers de l'exercice 2012-2013 indiquent un surplus supérieur à celui anticipé, conséquence d'un contrôle serré des dépenses. Cette deuxième année consécutive de surplus, dans un contexte difficile quant aux exigences des mandats que nous nous sommes fixés, témoigne de la volonté de l'ICÉA de faire face à ses responsabilités, mais aussi de sa capacité à contrôler un budget exigeant.

Stabiliser la situation financière de l'Institut

Avec la rentrée en septembre 2012, l'ICÉA a conclu deux ententes majeures : une avec quatre institutions financières sur un prêt de 250 000 \$, l'autre avec le syndicat sur le renouvellement de la convention collective pour trois ans 2012-2015. Toutefois, la précarité de la situation financière fut fortement mise à l'épreuve avec les retards dans le traitement des demandes de financement, tant pour le fonctionnement que pour la SQAF.

Financement à long terme et liquidité

Le financement à long terme fut consenti par quatre institutions prêteuses, dont Filaction, Investissement Québec (IQ), la Caisse d'économie solidaire et le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ). L'ensemble des travaux s'est effectué avec prudence et vigilance afin d'assurer la pérennité à long terme des activités de l'Institut. Nous considérons qu'une importante phase de consolidation et de redressement s'est terminée avec la rentrée 2012. Cette phase s'est complétée par l'adoption et l'implantation de tableaux de bord pour permettre un meilleur suivi de la part du conseil d'administration.

Par contre, avec l'arrivée du temps des Fêtes, l'ICÉA s'est trouvé en rupture complète de liquidité, étant donné que l'avance que nous avions traditionnellement en septembre-octobre sur le financement de la SQAF n'avait pas été versée. Il a fallu obtenir un prêt extraordinaire de la Caisse d'économie solidaire, associé à l'ouverture de l'entente de priorité intervenue entre les quatre institutions financières, pour attendre le versement de la subvention de fonctionnement en février.

Le protocole de financement de la SQAF est intervenu la veille du début de la Semaine, en avril 2013. Cette situation a non seulement mobilisé notre énergie, mais a entraîné des frais d'intérêts, administratifs et légaux importants proportionnellement au budget de l'organisation.

Financement triennal

Dès le mois de juin 2012, nous avons entrepris les démarches auprès du MELS pour l'obtention d'un financement triennal. Une demande et un plan sur trois années ont été déposés. Mais la conjoncture liée au changement de gouvernement, à l'automne, ainsi que l'implantation de nouvelles règles ministérielles, ont retardé le processus d'acceptation. Devant notre problème de liquidité, on nous a proposé de refaire une demande annuelle de manière à recevoir plus rapidement notre subvention statutaire, et que notre demande triennal serait traitée pour l'année suivante. Ce que nous avons fait.

Implantation de nouvelles pratiques de suivi des finances

Néanmoins, l'Institut a complété l'implantation de pratiques de suivi des finances. La dernière étape recommandée par l'organisme MCE Conseils qui a accompagné l'ICÉA au cours de la dernière période, notamment en vue de conclure l'entente de financement, fut l'implantation de tableaux de bord préparés tous les mois au bénéfice des institutions financières et des membres du conseil d'administration. Toutes les parties se sont dites satisfaites de cet instrument de suivi utilisé tout au long de l'exercice financier 2012-2013.

Maintien des revenus autonomes

Nous avons maintenu le niveau de nos revenus autonomes, notamment par des contributions spéciales provenant de donateurs à l'occasion de la tenue du 24 heures pour un Québec apprenant. Comme les contributions à cet événement se sont poursuivies après la date de fin d'exercice financier, nous croyons possible de constater une amélioration pour l'exercice en cours.

Les cotisations se sont aussi maintenues et nous avons progressé dans le recrutement de quelques groupes. Cependant, outre la conclusion d'une entente d'intervention avec Meubles Concordia concernant l'importance du développement d'une culture de formation en entreprise, il ne fut pas possible de développer une réelle offre de service portant, entre autres, sur les compétences génériques, comme nous l'avons indiqué précédemment.

Par ailleurs, en ce qui concerne le programme « Jeunes ambassadeurs du savoir », force est de constater que les priorités des organisations que nous avons approchées n'ont pas permis de conclure une entente de transfert d'expertise. Le temps écoulé depuis l'expérimentation de 2011 et de 2012 tend à réduire l'actualité des résultats obtenus, même si, de l'avis de plusieurs partenaires, l'intérêt pour le projet demeure réel.

Augmenter la polyvalence de l'équipe de travail

L'exercice 2012-2013 a permis de réaliser un cycle d'activités d'apprentissage tout au long de l'année. Parallèlement à l'implantation d'une nouvelle interface Web et de pages dans les médias sociaux, nous avons amorcé une mise à jour des équipements informatiques et des logiciels. La formation relative aux technologies numériques fut donc importante dans ce cycle. Elle s'est déployée dans les trois champs d'innovation technologique entreprise au cours de l'année.

Ceci dit, l'amélioration des capacités individuelles et collectives de l'équipe de travail ne s'est pas limitée à des dimensions informatiques. En effet, la planification des activités de formation a permis d'aborder différents sujets d'importance, notamment les éléments constitutifs de la tenue d'événements écoresponsables, l'amélioration du français écrit au bureau et dans les communications, l'histoire du mouvement populaire, etc.

La réflexion a permis aussi d'amorcer les esquisses du développement de l'ICÉA en organisation apprenante. Nous poursuivrons certainement l'an prochain dans cette voie.

Rémunération et conditions de travail

La dernière année fut marquée par la signature d'une nouvelle convention collective 2012-2015, en novembre 2012. Les travaux liés à la rémunération et aux conditions de travail se sont poursuivis. La description des postes ainsi que la nouvelle classification des personnes salariées ont été approuvées par le comité des relations de travail. Des discussions sont présentement en cours pour une nouvelle grille salariale liée à la nouvelle classification.

3. Calendrier des activités

N.B. Ce calendrier ne compte pas les activités liées à la Semaine québécoise des adultes en formation

10 au 15 juin

Participation de Daniel Baril et de Hervé Dignard au Forum annuel et à la 21^e assemblée générale du Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences (RESDAC) qui se tenaient à Gatineau. Le Forum annuel de RESDAC traitait de la question des communautés apprenantes.

20 juin

Participation du directeur général, Ronald Cameron, au Groupe de travail éducation lors de la conférence de l'ONU sur le développement durable qui s'est tenue du 20 au 22 juin 2012 à Rio de Janeiro, ainsi qu'au Sommet des peuples qui avait lieu en parallèle.

22 août

Dans le cadre du magazine d'actualité montréalaise Le midi libre de CIBL 101, 5, participation de Daniel Baril à présenter le point de vue de l'ICÉA sur les élections générales et les propositions des partis politiques pour l'éducation et la formation des adultes.

18 octobre

Participation de Jean-Marie Ladouceur au Forum L'éducation et la culture, organisé par Solidarité rurale

24 octobre

Assemblée générale annuelle de l'ICÉA

29 octobre

Participation et intervention du directeur général, Ronald Cameron, au séminaire stratégique tenu par le Conseil international d'éducation des adultes (ICAE) sur les perspectives Post 2015, à Marrakech, au Maroc

22 novembre

Participation de Hervé Dignard, Daniel Baril et Diane Dupuis à la journée de réflexion sur la littératie du Conseil supérieur de l'éducation

29 novembre

Participation de Ronald Cameron et Diane Dupuis au renouvellement du Protocole entre Relais-femmes et le Service aux collectivités de l'UQAM

4 décembre

Participation de Diane Dupuis au dévoilement du Rapport du Conseil supérieur de l'éducation sur la formation qualifiante avant 20 ans : aller au-delà de l'adéquation formation-emploi!

5 décembre

Participation de Hervé Dignard à l'atelier de l'Observatoire compétences emploi de l'UQAM intitulé La formation de base dans les petites et moyennes entreprises, pratiques et modèles novateurs

6 décembre

Lancement de l'ICÉA du nouveau référentiel sur les compétences génériques

25 février

Participation du directeur général, Ronald Cameron, au Sommet sur l'enseignement supérieur

5 mars

Participation de Daniel Baril à un groupe de réflexion de la CRÉ de Montréal sur l'innovation dans le domaine de l'apprentissage

4 avril

Participation de Hervé Dignard au à l'atelier de l'Observatoire compétences emploi de l'UQAM intitulé Le système dual de la formation professionnelle de la Suisse : organisation, apports et limites

5 avril

Participation de Diane Dupuis et Ronald Cameron à la conférence de presse du réseau InterCEP

2 avril

Publication dans le journal *Le Devoir* d'une lettre d'opinion, La survie de l'éducation populaire menacée

29 mai

Rencontre entre le directeur général, Ronald Cameron, le Centre interinstitutionnel de bilan des compétences (CIBC) de la région française du Gard-Lozère-Hérault dans le Languedoc-Roussillon et le MELS-MESS

30 et 31 mai

Tenue du 24 heures pour un Québec apprenant

4. L'organisation

Le comité exécutif et le conseil d'administration

Le comité exécutif

Présidente	Léa Cousineau, membre individuelle
Vice-président	Christian Pelletier, Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec
Trésorière	Nicole Boily, membre individuelle
Conseiller	Claude Bégin, Confédération des syndicats nationaux
Conseillère	Isabelle-Line Hurtubise, Fédération des commissions scolaires du Québec

Les autres administratrices et administrateurs

Michèle Bruneau	Membre individuelle
Richard Charrette	Commission scolaire de Montréal
Esther Désilets	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
Paula Duguay	Maman va à l'école
Mychèle Fortin	Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal (jusqu'en mars 2012) remplacée par Ysabelle Laurin
Philippe Gagnon	Commission de la construction du Québec
Pierre Jobin	Centrale des syndicats du Québec, décembre 2012, remplacé par Line Camerlain
Victor Lapalme	Membre individuel et président sortant
Robert Martin	Mouvement québécois des adultes en formation
Louise Montgrain	Inter-CEP, l'Alliance des centres d'éducation populaire, jusqu'en décembre 2012, remplacé par Loriane Séguin, puis par Sylvie Laliberté
Hélène Simard	Conseil régional FTQ Montréal métropolitain
Jean-Pierre Simoneau	Cégep Marie-Victorin
Claudie Solar	Université de Montréal
Caroline Senneville	Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec
Jean-Marie Ladouceur	Représentant syndical du SEICEA
Isabelle Gagnon	Représentante syndicale du SEICEA

Le comité des politiques en éducation des adultes (PÉA)

Comité présidé par Claudie Solar, Université de Montréal

LUC ALLAIRE, Centrale des syndicats du Québec, remplacé par VÉRONIQUE BROUILLETTE | CLAUDE CHAMPAGNE, Coalition des organismes communautaires autonomes de formation | JOHANNE DURANCEAU, Commission scolaire Marie-Victorin et Association québécoise des intervenantes et intervenants en formation générale des adultes | BENJAMIN FISCHER, Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre, remplacé par FRÉDÉRIC LALANDE
CLAUDE GARON, Mouvement québécois des adultes en formation | CHANTAL HAINS, Fédération des chambres de commerce du Québec | LUC MARTIN, membre individuel de l'ICÉA | CAROLINE MEUNIER, Regroupement de groupes populaires en alphabétisation du Québec | YVES OTIS, Percolab | FRANÇOIS DALLAIRE, Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine | LEESA HODGSON, Fédération des cégeps

Mandat : Le comité des politiques en éducation des adultes soutient le conseil d'administration et l'assemblée générale dans la réflexion, la constitution de dossiers thématiques et l'élaboration de positions officielles. Le comité réunit des membres de l'ICÉA, et sa composition reflète la diversité des membres de l'Institut et les principaux courants d'idées qui marquent l'éducation et la formation des adultes. Le principal mandat du comité en 2012-2013 a été de préparer la consultation et l'organisation du 24 heures pour un Québec apprenant

Le comité national de concertation de la SQAF (CNCS)

Comité présidé par Michèle Bruneau, membre individuelle

MICHEL CLOUTIER, cégep de Drummondville | JOSÉE FOREST, TRC | ISABELLE GODEFROY, Fondation pour l'alphabétisation | CHRISTINE GUILLEMETTE, Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre | SÉBASTIEN GUYON, Concordia Furniture LTD | CATHERINE JASMIN, Mouvement québécois des adultes en formation | FATINE KABAJ, Association générale des étudiants et étudiantes de la faculté permanente | GERMAIN LEBLANC, TRC | MARIE-JOSÉE LEFRANÇOIS, Commission de la construction du Québec | CATHERINE ROY, Fédération des commissions scolaires du Québec | LYNE SYLVAIN, TRC

Mandat : Il joue un rôle primordial de vigilance et de recommandation au conseil d'administration de l'ICÉA. Comme carrefour des différents partenaires et parties prenantes de l'éducation et de la formation aux adultes, il a un double mandat : constituer un lieu de concertation afin de faciliter l'harmonisation entre les différentes parties intéressées par cette campagne, en ce qui a trait au travail d'organisation et à la réalisation de la Semaine; et aussi être un relais auprès de leurs réseaux sectoriels respectifs mais aussi auprès des tables régionales.

De ce point de vue, il a une responsabilité importante quant à la mise en œuvre des orientations stratégiques de chaque édition annuelle, dont leur élaboration est d'abord le fruit de la collaboration entre l'ICÉA et les partenaires gouvernementaux.

Le comité d'experts Nos compétences fortes (non statutaire)

Membres : Martin Frappier | Jean-Guy Laguë | Nicole Maroux | Magali Robitaille

Consultantes externes : Rachel Bélisle | Claudie Solar | Françoise d'Ortun, Carole Doré, Françoise Lefebvre

Mandat : Conseiller l'ICÉA dans l'élaboration d'une nouvelle version de Nos compétences fortes et contribuer à la mobilisation des expertises en compétences génériques.

L'équipe de travail de l'ICÉA

Direction générale :

Ronald Cameron, directeur général

Diane Dupuis, directrice générale adjointe

Coordination SQAF

Emmanuelle Béguineau

Équipe de travail permanente

Adjointe à la direction

Caroline Dessouroux

Adjointe administrative

Christine Isabelle

Chargé-es de projet :

Daniel Baril

Hervé Dignard

Isabelle Gagnon

Jean-Marie Ladouceur

Marie-Claude Séguin

Employées temporaires

Louise Éthier

Myriam Lebel

Les membres de l'ICÉA

Organismes socioéconomiques œuvrant dans les milieux coopératifs, syndicaux et patronaux

Alliance des professeures et professeurs de Montréal (FAE)
Caisse d'économie solidaire Desjardins
Centrale des syndicats du Québec (CSQ)
Collectif des entreprises d'insertion du Québec
Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMOÉSAC)
Commission de la construction du Québec (CCQ)
Confédération des syndicats nationaux (CSN)
Conseil central des Laurentides (CSN)
Conseil central du Montréal métropolitain (CSN)
Conseil régional FTQ Montréal métropolitain (CRFTQMM)
Fédération autonome de l'enseignement (FAE)
Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ)
Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE - CSQ)
Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE - CSQ)
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)
Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)
Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ - CSN)
Fonds de solidarité de la FTQ - Fondation de la formation économique
Percolab
Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)
Syndicat de l'enseignement de l'Ouest de Montréal (SEOM)
Syndicat de l'enseignement de la région de Laval (FAE)
Syndicat de l'enseignement des Vieilles-Forges
Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université de Montréal
Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université du Québec à Rimouski (SCCUQAR)
Syndicat des enseignantes et enseignants du cégep Lionel-Groulx
Syndicat des enseignantes et enseignants du Cégep Saint-Félicien
Syndicat des enseignantes et enseignants du Collège Shawinigan
Syndicat des enseignantes et enseignants du Cégep Montmorency
Syndicat des professeur-e-s du Cégep du Vieux Montréal
Syndicat des professeures et professeurs du Cégep Édouard-Montpetit
Syndicat des professeurs du Cégep Saint-Laurent
Syndicat des professeurs du Cégep Marie-Victorin (SPCMV)
Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ)
Syndicat du personnel enseignant du cégep de Sherbrooke (CSN)
Syndicat du Personnel enseignant du Collège Ahuntsic
Union des producteurs agricoles (UPA)

Institutions d'enseignement et organismes apparentés

Association canadienne d'éducation des adultes des universités de langue française (ACDEAULF)
Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ)
Cégep Marie-Victorin
Cégep@distance
Centre Saint-Louis
Collège Ahuntsic
Collège de Maisonneuve
Collège de Rosemont



Collège Mathieu
Service fransaskois de formation aux adultes
Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles
Commission scolaire de Montréal
Commission scolaire des Grandes-Seigneuries - Service de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle
Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys
Commission scolaire Marie-Victorin
Compétences Montréal
Fédération des cégeps
Fédération des commissions scolaires du Québec
Lester B. Pearson School Board
Université de Montréal
Université de Sherbrooke - Faculté de l'éducation
Université du Québec à Montréal – Service de formation continue
Université du Québec à Montréal -- Service aux collectivités
Université Laval – Direction générale de la formation continue

Organisations communautaires, associatives et regroupements apparentés

Action main-d'œuvre
Association des cadres scolaires du Québec
Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté d'éducation permanente (AGEEFEP)
Association générale des étudiantes et étudiants hors campus de l'Université du Québec à Trois-Rivières (A.G.E.H.C.U.Q.T.R)
Association multiethnique pour l'intégration des personnes handicapées
Association québécoise de pédagogie collégiale (AQPC)
Association québécoise des intervenants en formation générale des adultes (AQIFGA)
Carrefour d'éducation populaire de Pointe-Saint-Charles
Carrefour jeunesse-emploi de Desjardins
Centre d'action bénévole de Montréal, Volunteer Bureau of Montreal (CABM)
Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire
Centre d'alphabétisation N A Rive de Montréal
Centre d'alphabétisation, d'éducation et de formation pour adultes La Route du Savoir
Centre d'apprentissage Clé
Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF)
Centre de formation populaire
Centre d'éducation de base de l'Outaouais
Centre des lettres et des mots (CLEM)
Centre d'orientation et de formation pour femmes en recherche d'emploi (COFFRE)
Centre Saint-Pierre de Montréal

Cercles de fermières du Québec (Les)
 Coalition des organismes communautaires autonomes de formation
 Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre (COCDMO)
 Coalition ontarienne de formation des adultes
 Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal
 Collège Frontière
 Comité d'adaptation de la main-d'œuvre pour personnes handicapées
 Comité d'adaptation de la main-d'œuvre pour personnes immigrantes (CAMO-PI)
 Comité d'éducation aux adultes de la Petite Bourgogne et de Saint-Henri
 Communautaire
 Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail du Québec
 Corporation de développement de l'Est (CDEST)
 Corporation de développement économique communautaire Rosemont-Petite-Patrie (CDEC)
 Dynamo - Ressource en mobilisation des collectivités (Centre 1, 2, 3 GO!)
 École entreprise Formétal
 Écomusée du fier monde
 EXEKO
 Fédération des associations étudiantes universitaires québécoises en éducation permanente (FAEUQEP)
 Fondation pour l'alphabétisation
 FormaPlus
 Formation Clef Mitis-Neigette
 Formation de base pour le développement de la main-d'œuvre
 Institut de développement communautaire Université Concordia
 Inter-CEP, l'Alliance des centres d'éducation populaire
 L'Écrit Tôt de Saint-Hubert
 La Cité des Mots

Membres individuels

Johanne Barrette
 Colette Bernier
 Robert Billard
 Michel Blondin
 Nicole Boily
 Sam Boskey
 Michèle Bruneau
 Ronald Cameron
 Daniel Campeau
 Léa Cousineau
 Francine D'ortun
 Marielle Demers
 Margot Désilets
 Pierre Doray
 Madeleine Ferland
 Caroline Fortin-Beaudry
 Marc-André Gagnon
 Jean-Marc Gareau
 Marius Gauthier
 Réginald Grégoire
 Sébastien Guyon
 Diane Laberge
 Henri Laberge
 Ginette Labonté
 Jean-Guy Laguë
 Victor Lapalme

La Clé en éducation populaire de Maskinongé
 La Maison d'animation populaire de Sorel
 La maison d'Haïti
 La Puce ressource informatique
 La Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal
 Le Boulot Vers
 Le plaisir des mots
 Le Pouvoir des mots - Gaspé Inc.
 Les Ateliers d'éducation populaire du Plateau
 Literacy Volunteers of Quebec (LLC-Q/LVQ)
 Maman va à l'école
 Mouvement québécois des adultes en formation
 Option Nouvelle
 Paroles de femmes
 Y des femmes de Montréal
 Quebec Association for Lifelong Learning
 Association québécoise pour l'apprentissage continu
 Regroupement de Bouches à Oreilles
 Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ)
 Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RÉSO)
 Relais-Femmes
 Renaissance Montréal
 Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences
 Service de développement d'employabilité de la Montérégie
 Service d'orientation et de recherche d'emploi pour l'intégration des femmes au marché du travail (SORIF)
 Service Intégration Travail Outaouais
 Société de formation et d'éducation continue
 Université des temps libres - Mission Santa Cruz
 Virage Carrefour Jeunesse-emploi
 Comtés Iberville / Saint-Jean
 Wapikoni mobile

Jean-Claude Leclerc
 Michel Leduc
 Catherine Marcoux
 Luc Martin
 Teresa McGuire
 Jean-François Meilleur
 Guylaine Michaud
 David Moisan
 Michel Nolin
 Sylvie Ouellet
 Pierre Pagé
 Pierre Paquet
 Valérie Pellerin
 John Poliquin
 Hélène Roberge
 Marie (Mary-Ann) Roy
 Céline Saint-Pierre
 Claudie Solar
 Geneviève Talbot
 Lina Trudel
 Jocelyne Valois
 Charline Vautour
 Léo Vigneault
 Brigitte Voyer
 Charles Widmer
 Maaïke Zuyderhoff

5. Rapport des vérificateurs

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil d'administration de
INSTITUT DE COOPÉRATION POUR L'ÉDUCATION DES ADULTES

Le bilan condensé ainsi que les états condensés des résultats et de l'évolution de l'actif net ont été établis à partir des états financiers complets de l'**INSTITUT DE COOPÉRATION POUR L'ÉDUCATION DES ADULTES (ICÉA)** au **31 mai 2013** et pour l'exercice terminé à cette date à l'égard desquels nous avons exprimé une opinion sans réserve dans notre rapport daté du **3 septembre 2013**.

Responsabilité de la direction pour les états financiers condensés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers condensés conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers condensés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers condensés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers condensés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers condensés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers condensés comportent des anomalies significatives résultant de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers condensés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers condensés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit assortie d'une réserve.

Opinion

À notre avis, les états financiers condensés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'**INSTITUT DE COOPÉRATION POUR L'ÉDUCATION DES ADULTES (ICÉA)** au **31 mai 2013**, ainsi que de ses résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Robyne Gendron Beauharnois s.e.n.c.r.l.

1

Comptables professionnels agréés
Laval, le 3 septembre 2013

¹ Par Hugues Brisson, CPA auditeur, CA

INSTITUT DE COOPÉRATION POUR L'ÉDUCATION DES ADULTES

Résultats condensés pour l'exercice terminé le 31 mai 2013

	2013 TOTAL \$	2012 TOTAL \$
PRODUITS		
Revenus statutaires	430 710	415 394
Opérations	71 236	154 364
Projets	951 326	899 671
	1 453 272	1 469 429
CHARGES		
Salaires et charges sociales	657 619	780 841
Administration	234 752	205 880
Opérations	454 669	367 422
	1 347 040	1 354 143
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	106 232	115 286

Évolution de l'actif net (déficit) condensés pour l'exercice terminé le 31 mai 2013

	Investis en immobili- sation \$	Affectés au perfec- tionnement \$	Non affecté \$	2013 TOTAL \$	2012 TOTAL \$
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	12 221	31 234	(221 752)	(178 297)	(293 583)
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(3 288)	(9 942)	119 462	106 232	115 286
Affectation d'origine interne	-	9 333	(9 333)	-	-
SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE	8 933	30 625	(111 623)	(72 065)	(178 297)

Bilan condensé au 31 mai 2013

	2013 TOTAL \$	2012 TOTAL \$
ACTIF		
A COURT TERME		
Encaisse	130 863	-
Débiteurs	61 133	41 811
Subventions à recevoir	112 924	7 000
Frais payés d'avance	34 862	23 661
	<u>339 782</u>	<u>72 472</u>
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	<u>8 933</u>	<u>12 221</u>
	<u><u>348 715</u></u>	<u><u>84 693</u></u>
PASSIF		
À COURT TERME		
Découvert bancaire	-	15 123
Emprunt bancaire	-	60 000
Créditeurs	157 582	113 695
Apports reportés	24 933	-
Portion `court terme de la dette à long terme	36 353	34 172
	<u>218 868</u>	<u>222 990</u>
DETTE À LONG TERME	<u>201 912</u>	<u>40 000</u>
	<u>420 780</u>	<u>262 990</u>
ACTIF NET (DÉFICIT)		
Investi en immobilisations corporelles	8 933	12 221
Affecté au perfectionnement	30 625	31 234
Non affecté	(111 623)	(221 752)
	<u>(72 065)</u>	<u>(178 297)</u>
	<u><u>348 715</u></u>	<u><u>84 693</u></u>

Un grand merci à nos partenaires financiers

Partenaire majeur

Gouvernement du Québec



Partenaires – projets spéciaux et récurrents

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Commission des partenaires du marché du travail

Fédération des chambres de commerce du Québec

Université de Montréal

Partenaires de la Semaine québécoise des adultes en formation

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Commission des partenaires du marché du travail

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale / Emploi-Québec

Commission de la construction du Québec

Conférence régionale des élus de Montréal

Partenaires du 24 heures pour un Québec apprenant

Association des cadres scolaires du Québec

Cégep Marie-Victorin

Cégep@distance

Centrale des syndicats du Québec

Confédération des syndicats nationaux

Fédération des cégeps

Fédération des commissions scolaires du Québec

Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec

Fédération des syndicats de l'enseignement

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec

Service aux collectivités de l'UQAM

Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec

Syndicat canadien de la fonction publique

Contributions exceptionnelles à la campagne de financement 2012-2013

Confédération des syndicats nationaux

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

Fonds de solidarité des travailleurs et travailleuses du Québec

L'ICÉA remercie également tous ses donateurs et donatrices qui ont contribué à sa campagne de financement et qui le soutiennent régulièrement.



55, av. du Mont-Royal Ouest, bureau 303

Montréal (Québec) H2T 2S6

Tél. : 514 948-2044

Télec. : 514 948-2046

Courriel : icea@icea.qc.ca

Site Web : www.icea.qc.ca